



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 10 janvier 2013

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision Environnement industriel
ENV4

Affaire suivie par : Adeline COT
N/Réf. : AC, n° 2013 / 15

Téléphone : 05 61 15 39 78
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : [adeline.cot](mailto:adeline.cot@developpement-durable.gouv.fr)
@developpement-durable.gouv.fr

Objet : ICPE - actualisation des conditions d'exploitation de l'installation de combustion de la
chaufferie de Rangueil par arrêté préfectoral complémentaire.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de la HAUTE-GARONNE

Établissement concerné : DALKIA ATLANTIQUE SERVICES (CSU Rangueil)
147, Avenue de Rangueil 31400 Toulouse

La société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES est autorisée à exploiter une installation de combustion sous la rubrique n°2910 des installations classées, avenue de Rangueil à Toulouse.

L'activité de la chaufferie du complexe scientifique de Rangueil est soumise aux directives européennes IPPC/IED. A ce titre, elle a remis en novembre 2011, un bilan décennal de fonctionnement exigé par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004.

L'instruction de ce document aboutit à proposer une mise à jour des installations du site et des prescriptions associées car l'installation actuelle a évolué par rapport à celle décrite dans l'arrêté préfectoral initial de 2001.

Le présent rapport a pour objet de proposer un arrêté préfectoral complémentaire, permettant de mettre à jour la situation administrative du site et d'actualiser les prescriptions techniques, en modifiant notamment les valeurs limites de rejet des gaz de combustion.

1 DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

La directive 96/61/CE du 24 septembre 1996, dite “Directive IPPC”, est entrée en vigueur le 30 octobre 1999. Depuis le 18 février 2008 la directive 96/61 est abrogée, et remplacée par la directive 2008/1 du 15 janvier 2008. Cette directive prévoit qu’en vue d’assurer la protection de l’air, de l’eau et du sol, les autorisations d’exploiter concernant certaines installations classées pour la protection de l’environnement, définissent des valeurs limites d’émissions, des paramètres, ou des mesures techniques équivalentes fondées sur les meilleures techniques disponibles au niveau européen. Les États membres doivent prendre les mesures nécessaires afin que les autorités compétentes réexaminent périodiquement et actualisent, si nécessaire, les conditions de l’autorisation.

Lors de la transcription en droit français de cette directive, la France a fait le choix que le réexamen de l’arrêté préfectoral d’autorisation des établissements, dits IPPC, se fasse sur la base de la remise par l’exploitant d’un bilan de fonctionnement tous les 10 ans. Ce bilan de fonctionnement est imposé par l’article R 512-45 du code de l’environnement.

L’arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié, fixe la liste des rubriques concernées par la directive IPPC, ainsi que le contenu des bilans de fonctionnement et les échéances de leur établissement. Il prévoit, en particulier, l’analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport à l’efficacité des techniques disponibles, c’est-à-dire aux performances des meilleures techniques disponibles sans imposer des coûts excessifs.

Les considérations à prendre en compte lors de la détermination des meilleures techniques disponibles sont les suivantes:

1. utilisation de techniques produisant peu de déchets;
2. utilisation de substances moins dangereuses;
3. développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises, et utilisées dans le procédé, et des déchets le cas échéant;
4. procédés, équipements ou modes d’exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle;
5. progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques;
6. nature, effets et volume des émissions concernées;
7. dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes;
8. durée nécessaire à la mise en place d’une meilleure technique possible;
9. consommation et nature des matières premières (y compris l’eau), utilisées dans le procédé et l’efficacité énergétique;
10. nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l’impact global des émissions et des risques pour l’environnement;
11. nécessité de prévenir les accidents et d’en réduire les conséquences sur l’environnement;
12. informations publiées par la Commission Européenne en vertu de l’article 16, paragraphe 2, de la directive 96/61/CE, ou par des organisations internationales.

Des documents dits “BREF” (Best available techniques REference documents), élaborés par la Commission Européenne, définissent les meilleures techniques disponibles pour certains secteurs d’activités, et donnent souvent des niveaux d’émissions associés à celles-ci.

2 - RAPPEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

La Chancellerie des Universités du Rectorat de Toulouse a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001 à exploiter des installations de combustion et une installation de cogénération, soumises à autorisation sous la rubrique 2910-A-1 de la nomenclature des installations classées.

Par récépissé de changement d'exploitant du 1er octobre 2004, la société EUROGEM a succédé à la Chancellerie des Universités du Rectorat de Toulouse.

Par récépissé de changement d'exploitant du 21 avril 2009, la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES a succédé à la société EUROGEM.

La société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES a en charge le financement et le contrôle technique de l'installation de cogénération. Elle assure également l'exploitation (conduite) de la chaufferie (3 générateurs). Elle est l'exploitant des installations de combustion et de cogénération au titre de la réglementation ICPE.

3 - EXAMEN DE L'INSPECTION

Actuellement, DALKIA ATLANTIQUE SERVICES exploitant de la chaufferie du complexe scientifique universitaire de Rangueil est autorisée par arrêté préfectoral du 18/10/2001 à exploiter les installations suivantes :

| N° de la nomenclature | Installations et activités concernées | Éléments caractéristiques | Régime « autorisé » |
|-----------------------|---|---|---------------------|
| 2910-A-1 | Installation de combustion dont la puissance thermique maximale est supérieure à 20 MW. | 4 générateurs (hiver) : 78,9 MW au total (gaz naturel) - G1 : 14 MW - G2 : 24,4 MW - G3 : 24,4 MW - G4 : 16,1 MW (option) générateur (été) : 2,5 MW cogénération : 26,5 MW au total turbine à gaz : 17,5 MW chaudière à post combustion : 9,1 MW | Autorisation |

Or, la chaudière G4 et la chaudière à post combustion n'ont jamais été installées. Cette dernière a été remplacée par une chaudière à récupération sans brûleur.

Les puissances (en PCI) des chaudières et de la turbine mentionnées dans l'arrêté préfectoral de 2001 sont également inexacts.

Compte tenu que les installations de combustion présentes à l'heure actuelle sur le site sont différentes de celles déclarées dans l'arrêté préfectoral initial, une mise à jour de l'activité du site est nécessaire.

Le tableau ci-dessous actualise les éléments et les puissances associées de l'installation :

| N° de la nomenclature | Installations et activités concernées | Éléments caractéristiques | Régime « autorisé » |
|-----------------------|---|--|---------------------|
| 2910-A-1 | Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. - Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW | G1 : chaudière à gaz de 12,5 MW G2 : chaudière à gaz de 22 MW G3 : chaudière à gaz de 22 MW G4 : turbine à gaz de 16,7 MW pour cogénération avec chaudière à récupération sans brûleur. Total de l'installation : 73,2 MW | Autorisation |

L'analyse du bilan de fonctionnement décennal de l'installation et du BREF des grandes installations de combustion ont amené l'Inspection à la conclusion que la réévaluation des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques de chaque cheminée était nécessaire. Cette réévaluation a été faite en conformité avec la réglementation nationale et européenne en vigueur et est décrite dans le tableau suivant :

| Concentrations en mg/Nm ³⁽¹⁾ | Conduit chaudières | Conduit turbine | Contrôle |
|---|----------------------|-----------------------|-------------------|
| Concentration en O ₂ de référence | 3 % | 15 % | continu |
| Poussières | 5 | 5 | annuel |
| SO ₂ | 30 | 10 | annuel |
| NO _x en équivalent NO ₂ | 100 | 60 | continu et annuel |
| CO | 100 | 85 | continu et annuel |
| HAP | 0,1 | 0,1 si flux > 0,5 g/h | - |
| COV | 110 en carbone total | - | - |
| Métaux et composés de métaux | - | 20 si flux > 25 g/h | - |

(1) à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

La vitesse minimale d'éjection des fumées de la turbine a été également mise à jour. Cette dernière passe de 25 m/s à 12 m/s.

La vitesse de 25 m/s n'a jamais pu être atteinte en fonctionnement normal de la turbine à cause du bypass qui ralentit la sortie des fumées. L'augmentation de la vitesse d'éjection des fumées de la turbine nécessiterait des travaux qui engendreraient au final un bruit plus important.

La turbine étant couplée à une chaudière à récupération sans brûleur et fonctionnant en binôme plus de 90 % du temps, les fumées sortent donc la plupart du temps de la chaudière dont la vitesse d'éjection minimale exigée dans l'arrêté ministériel correspondant (AM du 30/07/2003) est de 5 m/s.

Après discussion avec l'exploitant, nous avons décidé d'appliquer une vitesse proche de celle mesurée lors des dernières analyses annuelles, soit 12 m/s.

4 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

L'évolution de l'installation de combustion de la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES ne constitue pas une modification substantielle telle que définie à l'article R512-33 du Code de l'environnement et n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne de mettre à jour la situation administrative de la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES et d'actualiser les prescriptions réglementaires applicables au site par un arrêté préfectoral complémentaire, en application des dispositions de l'article R512-31 du Code de l'environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

Conformément à l'article R512-31 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne de recueillir l'avis des membres du CODERST sur ce projet.

L'adjointe au chef de la subdivision ENV4,

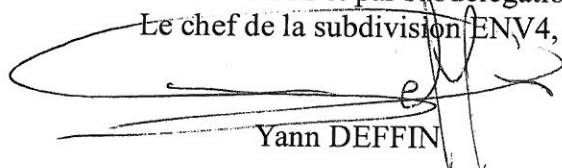


Adeline COT

Vérifié, et validé le 10/04/2013

Pour le DREAL et par subdélégation,

Le chef de la subdivision ENV4,



Yann DEFFIN

P.J. : projet d'arrêté préfectoral de la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES.

